

Le Texas s'attaque aux sans papiers



Par Guillermo Alvarado

Le gouverneur de l'état du Texas, aux États-Unis, Greg Abbott, du Parti Républicain, a signé une loi controversée déclarant illégales les dites villes sanctuaires de ce territoire mais qui menace en plus de lourdes amendes et de peines de prison les autorités locales qui refuseront de collaborer avec les forces fédérales dans la persécution des immigrants sans papiers.

Greg Abbott a promulgué cette loi moyennant un spectacle dans les réseaux médiatiques car c'est, selon lui, où tout le monde regarde les informations, mais en réalité il voulait éviter une manifestation gigantesque devant le siège du gouvernement fédéral.

Le concept de villes sanctuaires n'a pas une connotation légale et, en fait, pas toutes fonctionnent de la même façon mais, en général il s'agit de villes où il n'y a pas une persécution déclarée des sans papiers. Dans plusieurs d'entre elles on leur donne des emplois et de l'assistance juridique et, le plus important, la police locale ne collabore pas avec les agents fédéraux dans l'identification, l'arrestation et expulsion de ceux qui n'ont pas leurs papiers en règle.

Mais, après l'entrée en vigueur de cette loi le 1er septembre, si un chef de police et ses agents refusent de respecter les normes anti-immigrants, ils seront passibles d'amendes pouvant aller jusqu'à 25 mille

dollars par jour ; ils pourront perdre leurs emplois et même aller en prison.

De nombreuses organisations sociales et humanitaires ont critiqué cette loi. Elles ont mis l'accent sur le fait qu'elles auront recours aux tribunaux pour essayer de paralyser sa mise en application comme cela a été le cas des régulations dictées récemment par le président Donald Trump.

Le Texas, qui d'ailleurs, fait partie des territoires que les États-Unis ont arrachés au Mexique, est le second état des États-Unis pour ce qui est du nombre d'habitants d'origine latine, avec 9,8 millions de personnes ayant un statut légal et plus de 1,4 millions de sans papiers.

La première place revient à la Californie avec 14,4 millions et en troisième place se trouve la Floride où habitent 4,4 millions de latino-américains.

La loi en question inclut l'interrogatoire policier et la vérification du statut légal dans le cas des immigrants qui feront l'objet d'un contrôle de circulation ou qui devront faire n'importe quelle démarche policière comme , par exemple, présenter une dénonciation pour un abus ou être témoin dans un procès.

Ceux qui critiquent cette loi relèvent que cela créera une situation de méfiance parmi les immigrants latino-américains vis-à-vis de la police locale.

Le Mexique qui est le premier partenaire commercial du Texas, a d'ores et déjà protesté contre cette nouvelle loi qui affectera de façon directe beaucoup de ses citoyens.

Quelque 35 millions de personnes provenant du Mexique vivent, travaillent ou étudient aux États-Unis ce qui fait de ce pays la première cible des pratiques xénophobes auxquelles se livre Washington et, maintenant, l'État du Texas.

La décision du gouverneur Greg Abbott a mis de nouveau au premier plan le débat sur les politiques migratoires aux États-Unis où, des centaines de milliers de personnes tentent d'arriver chaque année en quête des opportunités qu'ils n'ont pas trouvées dans leurs pays d'origine, mais, beaucoup d'entre elles n'y ont trouvé que de mauvais traitements, la surexploitation, et, dans bien des cas la mort dans le trajet ou sur le propre territoire du présumé paradis interdit.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/129436-le-texas-sattaque-aux-sans-papiers>



Radio Habana Cuba